



ESI Angers

ESI Rennes

ESI Tours

ESI Nantes Coulongé ESI Nantes Marsauderies



Mail : cgt.disi-ouest@dgfip.finances.gouv.fr

site : <http://www.financespubliques.cgt.fr/351/>

Déclaration liminaire CAPL de mouvements locaux cadres A

C'est dans un contexte de grande contestation sociale que nous tenons cette CAP.

Le gouvernement s'obstine à vouloir imposer la loi El Khomri, dite « loi travail » dont personne ne veut, à grand coup de 49-3, par la répression policière et en tentant d'interdire les manifestations.

Ce projet de loi, s'il aboutissait, entraînerait la casse du code du travail, des régressions sans précédent pour les salariés et une aggravation du dumping social. Ce projet de loi d'inspiration ultra-libérale, commandité par l'union européenne et applaudi par le Medef, est rejeté par 75 % de la population, la majorité des parlementaires et des organisations syndicales. Il aurait aussi rapidement des conséquences pour les fonctionnaires.

Dans l'unité, avec les syndicats de salariés FO, FSU et Solidaires et de jeunes UNEF, UNL et FIDL, la CGT a mis toutes ses forces dans la bataille pour le retrait de cette loi et pour gagner de nouveaux droits pour les salariés, à l'image de son projet de code du travail du 21ème siècle.

Aux Finances Publiques, les projets de réforme destructeurs s'accumulent. Les « lignes directrices » de la DGFIP, dont la direction générale fait actuellement la promotion, sont, pour la CGT, porteuses de graves inquiétudes pour l'avenir du réseau. Il est clair que l'objectif est de démolir les missions et les services pour supprimer à nouveau des dizaines de milliers d'emplois.

Que dire de cette proposition de la Direction Générale, sinon, que nous nous y opposerons de la façon la plus formelle, qui propose de modifier les règles actuelles de gestion pour ceux qui vont entrer dans la Fonction Publique ou qui viennent de passer un cap important dans la carrière (grade).

La CGT alerte les agents sur ces projets mortifères et les appelle à se mobiliser dans l'unité pour les combattre. Pour nous, il faut au contraire renforcer les missions des finances publiques et créer les emplois nécessaires pour répondre aux besoins sociaux des populations.

A la DISI, nous subissons les effets de ces politiques : suppressions d'emplois, absence de visibilité sur l'évolution de nos missions, perte de repères, dégradation des conditions de travail.

De trop nombreux emplois sont vacants, 39 prévus à la rentrée prochaine pour l'ensemble des grades, aggravant les difficultés résultant des suppressions d'emplois accumulées depuis des décennies. Et de nouveaux départs à la retraite vont encore aggraver la situation d'ici au prochain mouvement national, le 1^{er} septembre 2017.

Enfin, rappelons que la CGT revendique la priorité d'affectation à l'ancienneté administrative, et le refus du profilage dans les affectations en CAPL. C'est à la lumière de cette revendication que nous regarderons le mouvement de ce jour.